

## Compte-rendu de l'atelier du 29 avril 2021 (9h-11h30)

### 1/ Rappel du contexte

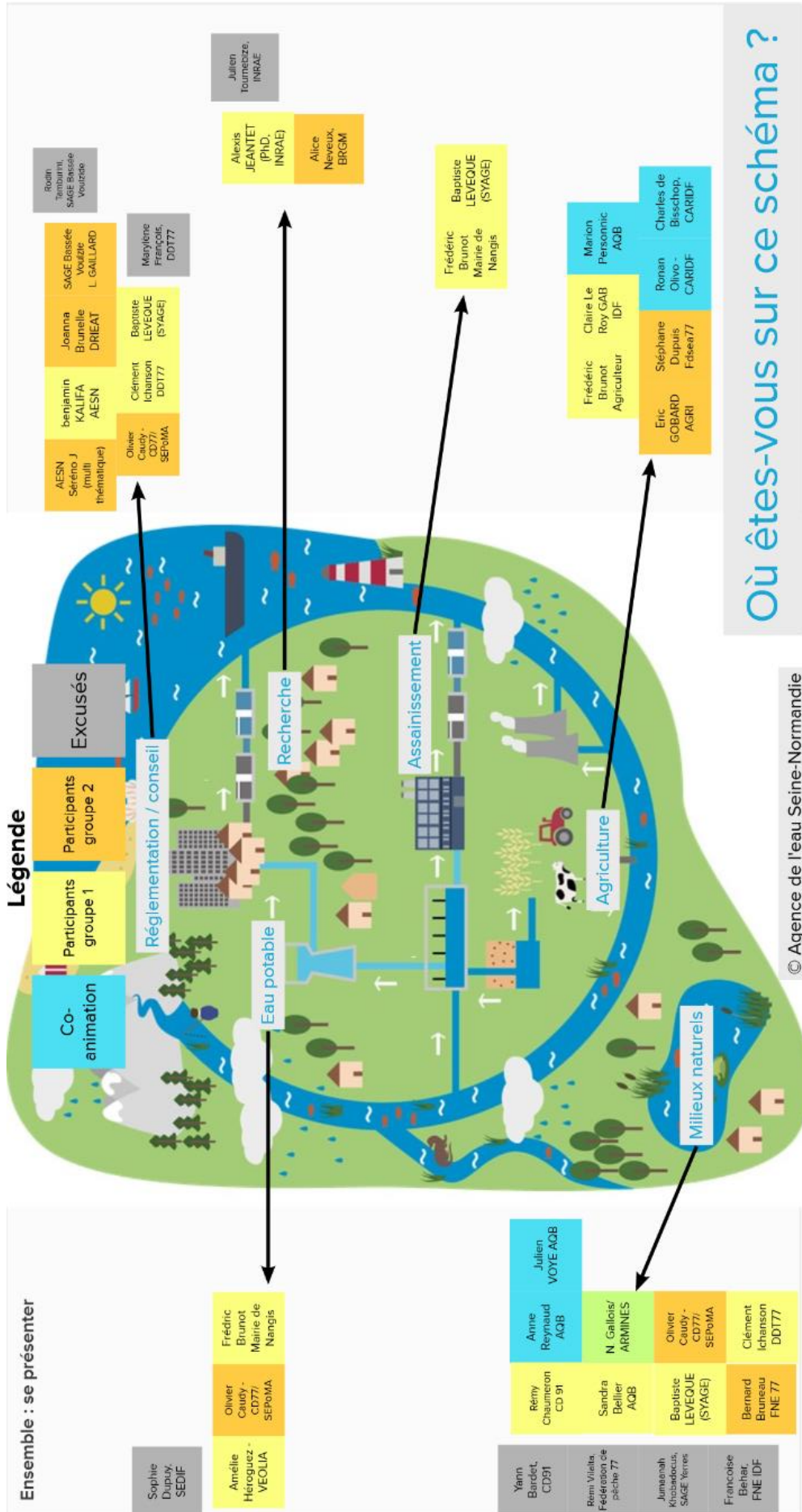
Quelques diapositives introductives (en annexe) sont venues rappeler aux participants le contexte tendu de la gestion quantitative de la nappe des calcaires de Champigny jusqu'à la fin des années 2000. Il y avait souvent des **arrêtés sécheresses**, qui entraînaient des restrictions de pompage, notamment pour les irrigants. La concertation entre usagers a permis en 2009 d'acter collectivement la nécessité de réduire les pompages sur la Zone de Répartition en Eau pour retrouver une marge de manœuvre et traverser ainsi des années de moins bonne recharge sans arrêté sécheresse. À noter que ce plafond de **140 000 m<sup>3</sup>/jour** a été défini d'après le climat de l'époque, et il se pose aujourd'hui la question de son adéquation au changement climatique. Les pompages pour l'Alimentation en Eau Potable, qui représentent 90% des prélèvements totaux, ont été réduits, et la Chambre d'Agriculture a organisé la **Gestion Collective de l'Irrigation** (OUGC Champigny) pour répartir le volume alloué à l'irrigation entre les irrigants. Ses règles de gestion sont présentées par la Chambre d'Agriculture, sur les zones Est et Ouest. Chaque année les irrigants transmettent les surfaces des cultures qu'ils souhaitent irriguer. En fonction de toutes ces demandes et de l'état de la nappe, l'OUGC attribue des quotas pour l'année. L'augmentation des prélèvements et du nombre d'irrigants est maîtrisée et régulière.



### 2 / Tour de table interactif :

Les participants ont été amenés à se positionner sur le schéma ci-contre (page 2) des acteurs de l'eau dans un bassin versant. La diversité des acteurs approchés dans Champigny2060 se retrouve dans ce groupe, où **tous les types d'acteurs sont autour de la table** : institutions de réglementation, acteurs de conseil et d'accompagnement, fédérations agricoles et agriculteurs, gestionnaires de milieux naturels (SAGE) et associations, entreprises de l'eau. La multiplicité des acteurs montre que **les enjeux autour de l'irrigation dépassent le monde agricole et mobilise une large frange d'acteurs**. Au-delà de la décision personnelle des agriculteurs, l'irrigation apparaît comme un enjeu territorial fort.

Les acteurs se sont parfois positionnés à plusieurs endroits, en fonction de leurs différents domaines de compétence au sein d'une institution ou de leurs différentes activités professionnelles (agriculteur et élu, chercheur dans le domaine de l'environnement...). Les participants ont accepté de **partager leurs adresses mails entre les membres du GT**.



Où êtes-vous sur ce schéma ?

© Agence de l'eau Seine-Normandie

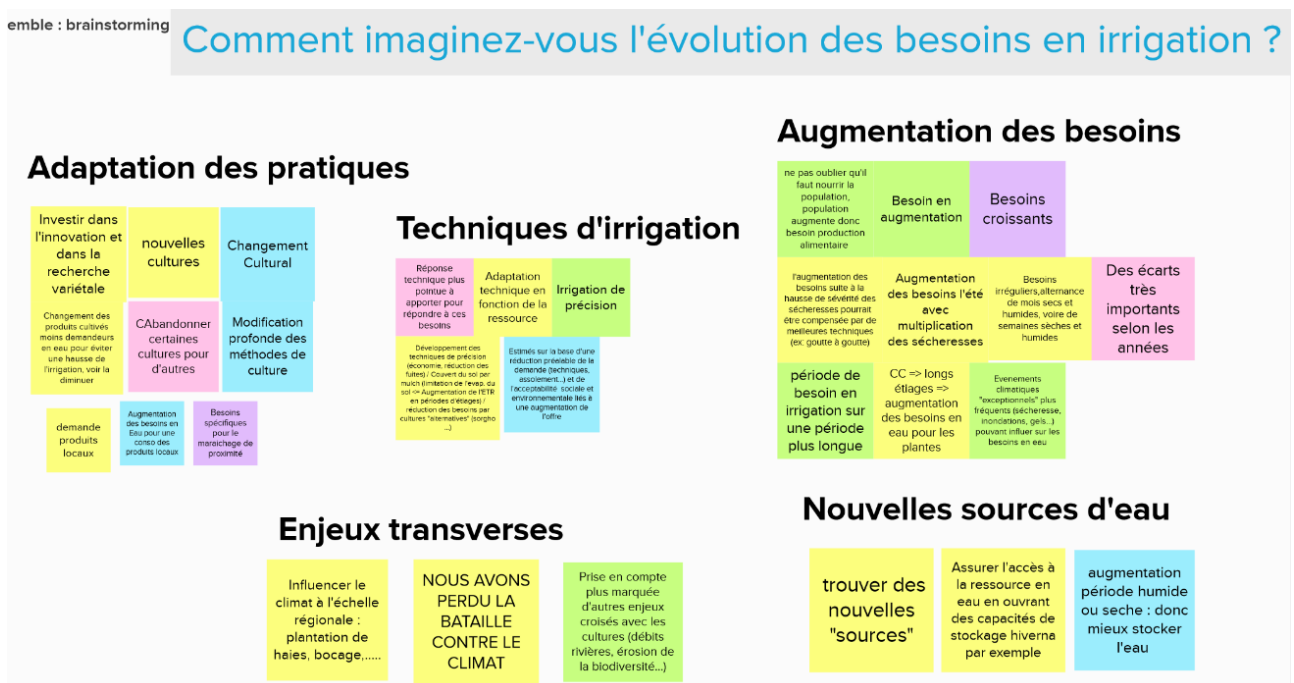
### 3/ Discussions :

Dans une première phase en plénière, les participants ont été amenés à faire part de leurs attentes, inquiétudes et espérances quant à l'évolution des besoins en irrigation à l'horizon 2060. Ce premier « remue-méninges » a permis de faire émerger quelques thématiques centrales de réflexion :

- L'augmentation des besoins en eau pour l'irrigation, notamment à cause d'étés plus chauds et secs ;
- L'évolution des techniques d'irrigation ;
- L'adaptation des pratiques culturales à un nouveau contexte climatique ;
- Le recours à de nouvelles sources d'eau pour l'irrigation en période d'étiage (hors prélèvement dans la nappe).

D'autres enjeux transverses très larges ont été abordés rapidement.

Les participants ont ensuite été séparés en 2 groupes pour travailler à partir de ces thèmes.



#### a. Comment répondre à ces évolutions ?

Les groupes ont commencé par interroger le potentiel progrès en termes d'efficacité de l'irrigation, notamment via des outils de précision. Il y a un besoin **d'innovation** dans ce domaine, mais aussi de **connaissances des procédés existants**. Ces techniques doivent être couplées de soutien opérationnel, notamment via les **outils d'aide à la décision (OAD)** et de prévision des besoins en eau.

Un autre axe fort évoqué est l'adaptation des pratiques culturales au contexte climatique changeant. Il a été proposé de travailler sur le **choix variétal** et d'introduire des cultures moins gourmandes en eau, ou plus résistantes à la sécheresse. Par exemple faut-il continuer à cultiver du maïs dont les besoins en eau sont souvent décriés ? Les variétés OGM résistantes à la sécheresse sont-elles une solution ? Est-ce que les productions pour la méthanisation nécessitent de l'eau ? Quelle place pour le maraîchage local ? Plusieurs irrigants militent pour **peser tous les enjeux, sans se limiter à celui de l'eau** : stockage du carbone, risque

accrus d'impasses techniques ou de recours à des produits phytosanitaires pour les cultures de remplacement des productions dites plus consommatrices d'eau...

La fonctionnalité des sols a aussi été abordée, et la manière de la conserver via **la couverture des sols et le mulch**. Cette réflexion est intégrée dans le canevas global de la production agro-alimentaire, et la réduction du gaspillage et le développement du local ont été cités.

La possibilité de trouver d'autres sources pour l'irrigation que la nappe a été largement discutée, notamment au travers **des retenues collinaires**. Le stockage des eaux hivernales est une piste intéressante, mais soulève des interrogations quant à son coût élevé et la difficulté de le mettre en place, ainsi que les contraintes réglementaires. La DRIEE rappelle que suite aux assises de l'eau, l'instruction de 2019<sup>1</sup> des projets de retenue collinaires sont envisageables s'il y a une concertation de territoire, et qu'elle s'accompagne de mesures de sobriété.

**La réutilisation des eaux de drainage, ainsi que la réutilisation des eaux usées traitées**, ont été perçues comme de potentielles sources, mais il manque de données et d'acceptabilité de la part des agriculteurs et du grand public. Par ailleurs, la contractualisation pour la production de légumes interdit l'utilisation d'eaux usées traitées. C'est l'un des objectifs du groupe technique Re-use d'aborder ces questions, et d'évaluer l'impact sur le soutien d'étiage des cours d'eau. Enfin, une meilleure recharge des nappes pour permettre l'irrigation a été abordée.

La question de la répartition **des eaux entre l'AEP et l'irrigation** a également été soulevée. Des efforts d'économie sont à faire sur les réseaux d'eau potable. Cela pourrait permettre de redéfinir les plafonds accordés aux agriculteurs. La solidarité entre usagers doit primer, et il y a besoin d'un **plus grand soutien** envers les agriculteurs sur la question de l'irrigation. Les participants se sont accordés sur la nécessité de garantir une **gestion équilibrée de la ressource** : augmenter les capacités d'irrigation tout en sauvegardant la nappe de Champigny.

*b. Que voulons-nous produire avec ce GT et de quoi avons-nous besoin ?*

Les échanges entre les représentants de l'irrigation et les autres participants ont montré qu'il y avait un déficit de connaissance sur les techniques, contraintes, coûts et enjeux de cette pratique. Les participants ont par exemple exprimé un besoin de mieux connaître les techniques d'irrigation. **Un recensement** de celles-ci pourrait répondre à ce besoin. Les participants ont également exprimé le besoin d'avoir plus d'éléments chiffrés sur les volumes d'eau présents et à venir, ainsi que sur l'impact des méthodes d'irrigation sur les milieux, notamment pour **alimenter les modèles**. Les chercheurs ont notamment besoin du maximum d'information sur les systèmes de cultures, les surfaces, les évolutions envisageables... Il faudra se mettre autour de la table pour défricher les scénarios à modéliser (plus de forages ? Que dans la nappe du Champigny ? Saisonnalité des besoins ?).

En résumé, les participants souhaitent qu'il y ait **une vision mieux partagée et plus vulgarisée de l'agriculture et de l'irrigation sur le territoire**, ainsi qu'une plus grande communication sur les règles de la gestion collective. Cela pourrait prendre la forme d'une plaquette d'information ou par la mobilisation des

<sup>1</sup> Instruction du Gouvernement du 07/05/19 relative au projet de territoire pour la gestion de l'eau

acteurs. La mobilisation peut être atteinte par davantage d'échanges entre les acteurs de l'eau, lors **d'une visite de terrain, d'un retour d'expérience et/ou d'une journée de sensibilisation**. C'est un espace de concertation qui appuie un pilotage collectif.

#### 4/ Feuille de route :

Les participants au groupe technique se sont mis d'accord sur plusieurs actions à mener :

- Visites de terrain pour aller à la rencontre d'irrigants, et de gestionnaires de retenue collinaire.
- Retours d'expérience d'autres régions irrigantes.
- Recensement des techniques d'irrigation.
- Mobilisation des acteurs et partage d'informations.
- Récolter et partager des données sur l'irrigation dans notre territoire, notamment en publiant une plaquette de communication sur les chiffres de l'irrigation.

AQUI' Brie va organiser une visite de terrain en septembre, et y convier les membres du GT. Le prochain GT devrait se réunir en octobre, en fonction des disponibilités sur la plaine.